

# PREFECTURE DE L'ILLE-ET-VILAINE

DIRECTION DES ACTIONS DE L'ETAT  
ET DE LA DÉCONCENTRATION

3ème Bureau

N° 25343  
arrêté modificatif

LE PREFET de la REGION de BRETAGNE  
PREFET d'Ille-et-Vilaine  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU la loi n° 61.842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs ;
- VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime, à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, et les décrets n° 73.218, n° 73.219 du 23 février 1973 et n° 87.279 du 16 avril 1987 pris pour son application ;
- VU la loi n° 76.629 du 10 juillet 1976 relative à la Protection de la Nature ;
- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et ses différents modificatifs ;
- VU la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU les arrêtés du 13 mai 1975 fixant les conditions prévues par les articles 2, 3, 6 et 7 de décret du 23 février 1973 ;
- VU l'arrêté du 20 novembre 1976 fixant les conditions générales auxquelles sont subordonnées les autorisations délivrées en application du décret n°73.218 du 23 février 1973 ;
- VU les arrêtés du 21 août 1978 relatifs aux règles générales de fonctionnement et au contrôle des établissements présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère et aux caractéristiques auxquelles doivent satisfaire les installations fixes ou mobiles des établissements présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère ;
- VU le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 susvisée et ses différents modificatifs ;
- VU le décret n° 77.1297 du 25 novembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et concernant les établissements détenant des animaux ;
- VU le décret n° 53.578 du 20 mai 1953 portant nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, modifié et complété ;
- VU l'instruction du Ministre du Commerce du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements classés comme dangereux, insalubres ou incommodes ;

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
*Liberté Égalité Fraternité*

/...

- VU l'arrêté préfectoral du 30 juillet 1954 sur la pollution des eaux des étangs, canaux et cours d'eau ;
- VU les décrets n° 92.184 du 25 février 1992 et n° 93.1412 du 29 décembre 1993 modifiant la nomenclature des Installations Classées ;
- VU l'arrêté du 30 mars 1987 concernant la prohibition de l'importation de poissons vivants et de leurs gonades ;
- VU le décret n° 75.177 du 12 mars 1975 portant application de l'article 6 de la loi n°64-1245 du 16 septembre 1964 ;
- VU la décision du Ministère de l'Environnement en date du 10 juin 1994, d'accorder le certificat de capacité à Messieurs Philippe Vignaud et Florent Duffner pour l'aquarium de Saint-Malo ;
- VU l'accord du Ministre délégué à l'Environnement en date du 10 juin 1994 pour engager la procédure d'ouverture prévue aux articles L 213-3, R 213-5 et suivants du titre 1er du livre II du Code rural ;
- VU l'arrêté d'autorisation n° 25343 du 12 juillet 1994 autorisant la S.A. Aquarium Géant à exploiter un aquarium au lieu dit "la Ville-Jouan" à Saint-Malo (Saint-Servan-sur-Mer) ;
- VU la demande présentée par la S.A. Aquarium Géant de Saint Malo, représentée par M. Chichportiche en vue d'obtenir l'autorisation de modifier les conditions d'exploitation de son aquarium situé au lieu-dit « La Ville Jouan » à Saint-Malo ;
- VU les plans joints à la demande de modification temporaire du mode de rejet des eaux salées ;
- VU l'avis de l'Inspecteur des Installations Classées ;
- VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipement ;
- VU l'avis du Conseil Supérieur de la pêche ;
- VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa réunion du 6 février 1996 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ile-et-Vilaine ;

- ARRETE -

**Article 1er -** L'article 6-1 de l'arrêté du 12 Juillet 1994 est modifié et complété comme suit :  
La S.A. Aquarium Géant de Saint Malo, représentée par M. Chichportiche, est autorisée, pour une période transitoire de 2 ans à partir de la mise en service de l'établissement à assurer l'élimination des effluents selon les modalités suivantes :

Elimination des effluents

L'élimination ultérieure des différentes eaux utilisées sera assurée par rejets qui devront être absents de germes pathogènes ou dangereux :

\* par retour direct en mer, via l'exutoire d'eau pluviale de la Ville Jouan puis les ruisseaux de la Petite Simonais et du Troctin, pour :

- . le trop plein des aquariums d'exposition d'eau de mer,
- . le trop plein des aquariums d'eau douce, 1 m<sup>3</sup>/jour ;

\* par retour direct en circuit V.R.D. (Voirie Réseau Divers), pour :

- . l'eau de rinçage des masses de filtration ;

\* par retour après chloration en circuit V.R.D., pour :

- . l'eau des aquariums de quarantaine (trop plein, rinçage),
- . l'eau de transport des poissons d'importation.

Les bassins sont conçus de manière à y éviter la pénétration d'eaux de ruissellement.

Les eaux usées des autres installations (sanitaires, eaux de lavage) et les eaux pluviales seront évacuées par des réseaux séparatifs.

Les autres prescriptions des articles 6 (6-2 et 6-3) - 7 et 8 ne sont pas modifiées et restent en vigueur, notamment ce qui concerne les aspects quantitatifs, qualitatifs et le contrôle des rejets.

**Article 2 -** Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Saint-Malo, le Maire de Saint-Malo et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté .

RENNES, le 11 AVR. 1996

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général



Bertrand LABARTHE

Délais et voies de recours (article 14 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée. Tout recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou devant une juridiction incompétente n'interrompt pas ce délai.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente peuvent déférer la présente décision dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.